

Déterminants des recettes fiscales: Evidences empiriques pour le cas du Maroc

[Determinants of tax revenue: Empirical evidence for Morocco]

Radouane Jaoui and Said Youssef

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Université Hassan II, Casablanca, Morocco

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: In the context of research on the determinants of tax revenue, the aim of this paper is to study the determinants of tax effort for the Moroccan case, through the ratio of tax revenue to GDP. The work tries to determine how do structural and macroeconomic factors affect tax effort, taking into account external environment and social dimension. By presenting the most used different approaches to examine the determinants of tax revenue, the paper introduces the empirical model, then discuss the main econometric results. The estimates conclude that in the short and long terms, the share of the service sector, unlike other studies which have found a negligible impact on the dynamism of tax revenue, has a negative impact on the tax revenue ratio. While GDP per capita and the urban population rate show a positive sign. The monetary sector aggregate has a positive impact on the performance of tax revenue, since the dematerialization of economic transactions improves fiscal dynamics. All these results are largely in line with theoretical predictions, and highlight the influence of key sectors on the performance of tax revenue in Morocco.

KEYWORDS: tax revenue, tax effort, macroeconomics, structural variables, econometrics.

RESUME: Dans le cadre des recherches portant sur les déterminants des recettes fiscales, l'objectif de cet article est d'étudier les déterminants de l'effort fiscal pour le cas marocain, à travers le ratio des recettes fiscales par rapport au PIB. Pour ce fait, nous tentons de déterminer l'effet qu'exercent des facteurs structurels et macroéconomiques sur l'effort fiscal, en tenant compte de l'environnement externe et de la dimension sociale. En présentant les différentes approches qui ont été utilisées pour examiner les déterminants des recettes fiscales, nous introduisons le modèle empirique, ensuite, nous discutons des principaux résultats économétriques. Nos estimations ont conclu qu'à court et à long termes, la part du secteur des services, contrairement à d'autres études qui ont constaté un impact négligeable sur le dynamisme des recettes fiscales, exerce un impact négatif sur le ratio des recettes fiscales. Tandis que le PIB par habitant et le taux d'urbanisation de la population affichent un signe positif. L'agrégat du secteur monétaire impacte également positivement la performance des recettes fiscales, du fait que la dématérialisation des transactions économiques améliore la dynamique fiscale. Ces résultats concordent dans une large mesure avec les prédictions théoriques, et font ressortir l'influence des secteurs déterminants sur la performance des recettes fiscales au Maroc.

MOTS-CLEFS: recettes fiscales, effort fiscal, macroéconomie, variables structurelles, économétrie.

1 INTRODUCTION

L'objectif majeur de la plupart des pays en développement est de stimuler leur développement économique et social. Aujourd'hui, pour assurer une croissance durable, les économies émergentes doivent de plus en plus mobiliser leurs propres ressources pour palier l'augmentation importante des déséquilibres budgétaires due en grande partie à l'expansion des dépenses. De nombreux pays en développement éprouvent des difficultés à générer des recettes suffisantes pour le

financement des dépenses publiques. Les déficits budgétaires et l'utilisation improductive des dépenses publiques constituent un obstacle pour des investissements plus que jamais nécessaires, notamment dans les ressources humaines et les infrastructures de base, afin de jeter les bases d'une croissance économique durable.

Au cours des dernières décennies, de nombreux pays en développement se sont lancés dans des programmes de réformes économiques et financières, comprenant généralement des mesures qui visent à augmenter les recettes fiscales et à restructurer leurs systèmes fiscaux. La mise en place d'une politique fiscale efficace est d'autant plus primordiale pour des pays relativement faibles en termes d'exportations et de ressources naturelles, d'où l'importance de mettre en évidence les facteurs déterminants des recettes fiscales.

De ce fait, l'objectif de ce papier est d'explorer les déterminants de l'effort fiscal pour le cas marocain, à travers le ratio des recettes fiscales par rapport au PIB. Dans ce qui suit, nous présentons brièvement les différentes approches qui ont été utilisées pour examiner les déterminants des recettes fiscales, en introduisant le modèle empirique. Ensuite, nous discutons des principaux résultats économétriques.

2 MÉTHODOLOGIE D'ESTIMATION

Les déterminants de la mobilisation des recettes fiscales, ont fait l'objet de plusieurs études empiriques notamment pour les pays en développement. Parmi ces études, il est à distinguer entre les études anciennes, dites de première génération, qui se focalisent notamment sur les variables structurelles, et les études récentes, de la deuxième génération, introduisant d'autres variables relatives aux politiques économiques et aux institutions.

De même, on peut distinguer les études relatives à un seul pays de celles qui concernent des régions ou groupes de pays. Dans le cas des études à un seul pays, les modèles s'intéressent en général aux réponses de l'effort fiscal suite à des chocs économiques. Autrement dit, on s'intéresse à l'impact des choix politiques, qui peuvent atteindre d'autres composantes budgétaires comme le niveau des dépenses et de l'investissement publics. Ce type de modèles est généralement estimé avec des modèles de séries chronologiques, qui ont la particularité de capturer la dynamique de court terme des variables étudiées. Un autre avantage avec certains de ces modèles est la possibilité de passer outre les contraintes théoriques.

Notre travail à ce stade, consiste à déterminer les principales variables qui influencent la mobilisation des recettes fiscales, appelée sous un angle plus analytique l'effort fiscal. Les données utilisées proviennent essentiellement des statistiques du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), du Haut-Commissariat au Plan (HCP), et de la base de données de la Banque Mondiale. A la suite des études empiriques précédentes nous intégrons de nouvelles variables relatives au revenu, à la composition sectorielle et structurelle de l'économie, aux politiques économiques, et aux institutions, en tant que déterminants potentiels des recettes fiscales. Pour rendre compte de l'effort fiscal, on considère le PIB comme base des recettes fiscales conformément à la méthodologie de Stotsky et WoldeMariam (1997) [1]. Ces derniers ont indiqué que le PIB constitue une mesure plus précise de la capacité imposable contrairement au PNB, du fait que le PIB comprend l'ensemble les revenus imposables générés à l'intérieur du pays, en excluant les transferts des MRE et autres revenus non taxables.

Pour ce faire, nous estimons par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), quatre régressions. Ainsi, les variables utilisées peuvent être classifiées en 4 blocs, à savoir:

- Le premier bloc: comprend le PIB par habitant, la structure du produit ou la composition de la valeur ajoutée, telle que la valeur ajoutée agricole (AGRI), et les parts des secteurs des services, de l'industrie dans le PIB (respectivement SERV et INDUS).
- Le deuxième bloc: relatif aux variables de politiques économiques telles que le déficit budgétaire (DEFICIT), la masse monétaire ou le degré de monétisation de l'économie mesurés par M2, le taux d'inflation (INF) et l'ouverture commerciale (OUVERT).
- Le troisième bloc: relatif à l'environnement externe, comprend une seule variable, à savoir la l'aide étrangère (AIDE).
- Le quatrième bloc: est constitué de la variable « taux d'urbanisation », notée (URB).

La démarche consiste à estimer, par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), un modèle de régression en intégrant les 4 blocs un par un, afin de dégager, de l'ensemble des variables testées, celles qui exercent un impact persistant sur le ratio de la part des recettes fiscales dans le PIB. La présentation, la définition, et l'analyse de nos variables sont détaillées ci-après.

3 LE MODÈLE

Souvent dans le cas de variables économiques et financière, les valeurs d'une série sont fortement corrélées avec les valeurs qui les précèdent. La variable endogène retardée dans une régression MCO est souvent employée en tant que moyen pour capturer les effets dynamiques des chocs induits par des décisions de la politique économique, mais aussi une technique pour éliminer l'autocorrélation. Pour illustrer ce fait, considérons l'équation de régression suivante:

$$Y_t = \alpha + \beta Y_{t-1} + \gamma X_t + \mu_t; \text{ Pour } t = 2, \dots, T$$

Où β et γ sont les régresseurs à estimer, et μ est un terme d'erreur aléatoire non observé.

Y qui est la variable dépendante, représente les recettes fiscales totales, directes et indirectes par rapport au PIB, et X un vecteur de variables explicatives.

S'inspirant de la revue de littérature empirique examinée précédemment, et particulièrement du modèle de Chaudhry et al. (2010) [2], les recettes fiscales peuvent s'écrire en fonction des variables suivantes:

$$RecFisc = f(PIB/h + AGRI + INDUS + SERV + OUVERT + M2 + DEFICIT + INF + AIDE + URB)$$

En intégrant ces variables dans la première équation la spécification économétrique de notre modèle prend la forme suivante:

$$RecFisc_t = \alpha + \beta RecFisc_{t-1} + \gamma_2 PIB/h_t + \gamma_3 AGRI_t + \gamma_4 INDUS_t + \gamma_5 M2_t + \gamma_6 SERV_t + \gamma_7 DEFICIT_t + \gamma_8 INF_t + \gamma_9 OUVERT_t + \gamma_{10} AIDE_t + \gamma_{11} URB_t + \mu_t$$

La variable dépendante *RecFisc* retardée contrôle l'effet persistant des recettes fiscales au fil du temps pour s'assurer que les résultats sont fiables. Cette variable est couramment incluse dans la littérature testant les prédictions des modèles de cycles budgétaires [3], [4], [5], [6] (Block, 2002), (Shi et Svensson, 2006), (Vergne, 2009) et (Drazen et Eslava, 2010).

Le PIB par habitant est un indicateur du développement global. Un niveau élevé de revenu par habitant est généralement positivement corrélé aux recettes fiscales.

AGRI est le ratio de la part du secteur agricole dans le PIB. Cette variable captera les effets de la croissance du secteur agricole sur les recettes fiscales. Dans la plupart des pays en développement, le secteur agricole contribue de manière significative au PIB. Cependant, en raison des lobbies agricoles puissants, les gouvernements sont confrontés à des difficultés pour imposer un impôt direct. Le secteur agricole est donc utilisé comme moyen d'évasion fiscale pour les revenus générés par d'autres secteurs non agricoles. Le signe attendu de cette variable est donc ambigu.

INDUS est le ratio de la part du secteur industriel dans le PIB. Cette variable montrera les effets de la croissance du secteur industriel sur la capacité de générer des recettes fiscales des pays de notre échantillon. Une augmentation de la croissance du secteur entraîne une augmentation des recettes grâce aux taxes sur la consommation et l'impôt sur les sociétés. Le signe attendu de cette variable est positif.

SERV est le ratio de la part du secteur des services dans PIB. La variable saisira l'effet de la croissance dans le secteur des services sur la collecte des recettes fiscales. Dans le cas de nombreux pays en développement, le secteur des services comprend le secteur informel. Par conséquent, on peut s'attendre à ce qu'il augmente les recettes fiscales. Cependant, en raison du degré d'évasion fiscale élevé dans le secteur des services informels, l'impact de la croissance du secteur des services sur la collecte des recettes fiscales n'est passé très significatif. Le signe attendu de cette variable est ambigu.

OUVERT représente le degré d'ouverture. C'est le ratio du commerce extérieur (part des importations et des exportations) dans le PIB. L'ouverture commerciale devrait être associée positivement à la performance des recettes fiscales étant donné que, dans les pays en développement, une grande partie de la taxe sur la valeur ajoutée, est perçue sur les importations. Dans de nombreux pays en développement, il est d'usage d'imposer le revenu au moment de l'importation. De ce fait, la croissance de ce secteur augmente non seulement les recettes des impôts indirects, mais aussi celles des impôts directs. Le signe attendu de cette variable est donc positif.

M2 est le ratio de la part du secteur monétaire (M2) dans PIB. La variable captera l'effet du degré de monétisation de l'économie sur la perception des recettes fiscales. La dématérialisation de l'économie fera augmenter l'activité des transactions formelles et par conséquent, les recettes fiscales. On suppose que le signe de cette variable sera positif.

DEFICIT est le ratio du déficit budgétaire par rapport au PIB. Cette variable permet de capturer l'impact du déficit budgétaire sur la collecte des recettes fiscales. Les institutions internationales et organismes de prêt comme le FMI et la Banque Mondiale imposent des conditions différentes pour réduire le déficit budgétaire. En raison de ces conditions, les pays en développement ont tendance à augmenter leurs recettes fiscales. Par conséquent, le signe attendu de cette variable est positif.

INF est le taux d'inflation. Une inflation élevée est censée réduire les rendements fiscaux selon l'effet Tanzi-Olivera, selon lequel le décalage entre les dates d'imposition et de perception des impôts fait que la valeur des recettes fiscales est réduite par l'inflation [7], [8].

AIDE est le ratio des subventions et aides étrangères par rapport au PIB. Cette variable permettra de capturer l'impact des subventions sur les recettes fiscales. L'augmentation de l'afflux des fonds étrangers fait que les gouvernements des pays en développement « se relâchent », et par crainte de toute réaction politique, ils ne prennent pas de décisions pour la mobilisation des recettes intérieures. Le signe de cette variable devrait donc être négatif.

URB est le taux d'urbanisation. La structure de l'économie dans sa dimension sociale, est mesurée par le degré d'urbanisation de la population, qui devrait avoir un impact positif sur les recettes fiscales, car il est plus facile de percevoir les impôts dans les zones urbaines. Le tableau 8 présente les statistiques descriptives pour les variables utilisées dans notre analyse.

L'estimation du modèle de long terme par la méthode des moindres carrés ordinaires permet de dégager les variables les plus significativement liées au ratio de la part des recettes fiscales. Les régressions dont les résultats sont présentés ci-dessous sont au nombre de quatre:

- L'estimation 1, ou la régression de base, inclut les variables du revenu et de la structure du produit (la valeur ajoutée agricole, industrielle et celle des services, entre autres);
- L'estimation 2 inclut en plus des variables de la régression de base les variables de la politique économique (le déficit budgétaire, la masse monétaire, l'ouverture commerciale et l'inflation);
- L'estimation 3 comprend les variables liées à l'environnement externe, notamment l'aide étrangère, en plus des variables de la régression 2;
- L'estimation 4, à côté de toutes les variables des trois premières régressions, inclut le taux d'urbanisation.

4 RÉSULTATS ET INTERPRÉTATIONS

Les résultats de la régression de base (tableau 1) indiquent que le secteur agricole impacte négativement la mobilisation des recettes fiscales, résultat largement conforme à la littérature empirique examinée dans la littérature. En effet, dans les pays en développement comme le Maroc, il s'agit généralement d'une agriculture vivrière ou de subsistance destinée à l'autoconsommation, qui ne produit pas d'excédent imposable. Par conséquent, beaucoup de pays en développement n'imposent pas les produits agricoles de base dont l'élasticité par rapport au prix tend vers zéro. En outre, l'agriculture est un secteur difficile à taxer, du fait de la présence d'une grande partie informelle.

De son côté, le secteur des services exerce un effet négatif statistiquement significatif, ce qui n'est pas rare dans la littérature empirique. Dans beaucoup de pays, notamment les pays en développement, ce secteur est constitué d'une grande partie informelle. Sur le plan théorique, on s'attendait à une influence positive, mais avec la présence du secteur informel, le degré d'évasion fiscale est également élevé. La part du secteur industriel dans le PIB a un impact positif sur le ratio des recettes fiscales, notamment via les recettes de l'impôt sur les sociétés qui augmentent avec la croissance du secteur.

Le revenu par habitant affiche un signe positif indiquant que le ratio impôt/PIB augmente avec l'augmentation du revenu, ce qui est en ligne avec les arguments théoriques. En effet, le PIB par habitant comme mesure de développement humain est lié positivement à la capacité du gouvernement à collecter les recettes fiscales.

Le coefficient de la variable dépendante retardée, à savoir le ratio des recettes fiscales par rapport au PIB est positif et statistiquement significatif, indiquant qu'en incluant les assiettes de l'impôt, la collecte courante des recettes fiscales dépend de l'effort fiscal entrepris dans l'année précédente.

La régression de base augmentée des variables de politique macroéconomique (régression 2), indique que l'influence de la structure du produit sur la collecte des recettes fiscales ne change pas, avec un signe négatif statistiquement non significatif au seuil de 5% pour le secteur agricole et le secteur des services. L'impact du PIB par habitant maintient son signe positif, ce qui confirme les résultats de la première régression mais aussi les arguments théoriques qui suggèrent que le revenu est positivement corrélé avec la capacité du gouvernement à collecter les recettes fiscales.

Tableau 1. Résultats des estimations des déterminants des recettes fiscales

Variables	Régressions			
	1	2	3	4
PIB par habitant	0.0549* [1.894526]	0.0438* [1.920343]	0.0454* [1.922331]	0.0057* [1.884841]
Agriculture (%PIB)	-0.1412* [-1.878178]	-0.1364* [-1.762597]	-0.1350* [-1.760612]	-0.1748* [-1.887863]
Services (% PIB)	-0.5289** [-2.194419]	-0.4995** [-2.162846]	-0.4844** [-2.164833]	-0.4446** [-2.184734]
Industrie (% PIB)	0.8764*** [4.453359]	0.8816*** [4.601270]	0.9170*** [4.603258]	0.8772*** [4.443674]
Déficit budgétaire		0.0023 [0.343945]	0.0081 [0.345932]	0.0043 [0.334260]
M 2		0.0059* [1.782015]	0.0038* [1.784002]	0.00006* [1.772330]
Inflation		-0.0225** [-2.074290]	-0.0304** [-2.072303]	-0.07023** [-2.083975]
Ouverture (% PIB)		0.0044** [2.263792]	0.0176** [2.265779]	0.0138** [2.254107]
Aide			-0.0951*** [-2.832814]	-0.1348*** [-2.842499]
Urbanisation				0.7763** [2.575446]
TAX (-1)	0.7351*** [6.880545]	0.7148*** [4.313083]	0.7095*** [4.315070]	0.6574** [4.303398]
R ²	0.646177	0.674420	0.676401	0.712064
F-Statistique	10.22713	7.693937	6.532021	6.594660
Probabilité de F	0.000012	0.000047	0.000131	0.000103
Nb. d'observations	39	39	39	39

Source: calculs de l'auteur. Les chiffres entre crochets [] représentent les t-statistiques. *** significatif à 1%, ** significatif à 5%, *significatif à 10%.

Dans ce cadre, la théorie suggère que l'impact d'une augmentation du revenu dépend de la catégorie des impôts qui composent la structure fiscale.

Il faut remarquer que dans cette deuxième régression, l'ajout des variables de politique macroéconomique n'influence que légèrement les résultats trouvés dans la régression de base. En outre, les résultats de cette deuxième régression soutiennent les prédictions théoriques fournies par Tanzi (1989) [9], et l'évidence empirique existante selon laquelle la politique macroéconomique affecte la mobilisation des recettes fiscales.

Ainsi, le degré de monétisation de l'économie capturée par la variable M2 est lié positivement à la collection des recettes fiscales. L'inflation, par contre, a un impact négatif. Le déficit budgétaire est une préoccupation majeure pour la plupart des pays en développement et, à mesure que celui-ci augmente, l'effort budgétaire augmente également pour accroître leurs recettes.

Dans notre estimation, le coefficient du déficit budgétaire est non significatif, néanmoins il montre un signe positif, conformément à nos prédictions économiques théoriques. Son inclusion dans la 2^{ème} régression n'influence pas les résultats trouvés dans la première. Les résultats de cette régression indiquent également que le degré d'ouverture exerce un impact positif significatif sur la mobilisation des recettes fiscales. La littérature nous enseigne que certains dispositifs du commerce international rendent ce secteur plus favorable à l'imposition en comparaison avec les activités domestiques. Dans ce cadre, Ghura (1998) et Gupta (2007) ont également trouvé un effet positif [10], [11]. De même, la variable dépendante retardée est toujours positivement lié avec l'effort fiscal courant, ce qui indique que l'effort fiscal courant dépend de l'effort des années

précédentes. Ce résultat ne change donc pas quand nous incluons les variables de politique macroéconomique dans notre modèle.

L'inclusion de la variable de l'environnement externe dans la 3ème régression, notamment l'aide étrangère, n'influence pas les résultats trouvés dans la première et deuxième régression. L'influence du secteur agricole est toujours négative. Ainsi, il n'est pas d'une grande importance dans la détermination de l'effort fiscal au Maroc. Le degré d'ouverture a également la même relation positive et statistiquement significative. L'agrégat monétaire M2 garde son signe positif mais est statistiquement non significatif à 5%. L'aide étrangère est négativement liée au ratio des recettes fiscales et est statistiquement significative, ce qui montre que l'augmentation des flux de subventions étrangères entraîne une réduction de l'effort budgétaire pour la mobilisation des ressources intérieures.

En considérant la régression 4, qui inclut la dimension sociale notamment le taux d'urbanisation, en plus des éléments de l'assiette de l'impôt, le revenu, les variables de politique macroéconomique et les variables d'environnement externes, ne changent pas en termes de signe, ni en termes de significativité statistique. Dans cette régression, le taux d'urbanisation mesuré par la part de la population urbaine dans la population totale a un signe positif. Ce résultat est en ligne avec les prédictions théoriques, dans la mesure où l'élargissement des zones urbaines, et ses implications politiques, culturelles et économiques, implique une demande de services publics plus élevée, mais où la collecte des recettes fiscales est relativement plus facile. La variable dépendante retardée est significativement positive.

Le R^2 est de 0.71, et le F-statistique (6.594) est statistiquement significatif, ce qui implique que les variables explicatives expliquent de manière significative la variable dépendante à hauteur de 71%.

En résumé, les résultats qui se dégagent des quatre estimations se présentent comme suit:

- Le secteur agricole exerce un impact négatif (statistiquement non significatif au seuil de 5%) sur la collecte des recettes fiscales.
- Le secteur des services exerce également un impact négatif statistiquement significatif (dans les quatre régressions) sur la collecte des recettes fiscales.
- Le PIB par habitant, l'ouverture, le degré de monétisation de l'économie, le déficit budgétaire et le taux d'urbanisation exercent un effet positif sur le ratio des recettes fiscales.
- L'inflation impacte négativement les recettes fiscales;
- L'effort fiscal est lié positivement aux efforts des années antérieures.

5 CONCLUSION

Dans le cadre des recherches portant sur les déterminants des recettes fiscales, nous avons étudié dans cette section l'effet qu'exercent des facteurs structurels et macroéconomiques sur l'effort fiscal pour le cas du Maroc, en tenant compte de l'environnement externe et de la dimension sociale. Nous avons montré que des facteurs structurels tels que le PIB par habitant et les secteurs industriel et tertiaire, la politique monétaire à travers le ratio M2, l'aide étrangère et dans une moindre mesure le taux d'urbanisation, sont de puissants déterminants de la performance des recettes fiscales pour le Maroc. Nos estimations ont conclu qu'à court et à long termes, la part du secteur des services, contrairement à d'autres études qui ont constaté un impact négligeable sur le dynamisme des recettes fiscales, exerce un impact négatif sur le ratio des recettes fiscales. Tandis que le PIB par habitant et le taux d'urbanisation de la population affichent un signe positif. L'agrégat du secteur monétaire impacte également positivement la performance des recettes fiscales, du fait que la dématérialisation des transactions économiques améliore la dynamique fiscale.

Ces résultats concordent dans une large mesure avec les prédictions théoriques, et font ressortir l'influence des secteurs déterminants sur la performance des recettes fiscales au Maroc.

REFERENCES

- [1] J. G. Stotsky and A. WoldeMariam, "Tax effort in sub-Saharan Africa," International Monetary Fund Working Paper, no. 97/107, 1997.
- [2] I. S. Chaudhry and M. Farzana, "Determinants of Low Tax Revenue in Pakistan," Pakistan Journal of Social Sciences, vol. 30, no. 2, pp. 440-451, 2010.
- [3] S. A. Block, "Political business cycles, democratization, and economic reform: the case of Africa," Journal of Development Economics, no. 67, pp. 206-227, 2002.
- [4] M. Shi and J. Svensson, "Political budget cycles: Do they differ across countries and why?," Journal of Public Economics, no. 90, pp. 1368-1388, 2006.
- [5] C. Vergne, "Democracy, elections and allocation of public expenditures in developing countries," European Journal of Political Economy, no. 25, pp. 64-76, 2009.
- [6] A. Drazen and M. Eslava, "Electoral manipulation via voter-friendly spending: Theory and evidence," Journal of Development Economics, vol. 92, no. 1, pp. 40-51, 2010.
- [7] V. Tanzi, "Inflation, Lags in Collection, and the Real Value of Tax Revenue," Staff Papers - International Monetary Fund, no. 24, pp. 155-166, 1977.
- [8] J. G. H. Olivera, "Money, Prices and Fiscal Lags: A Note on the Dynamics of Inflation," Quarterly Review. Banca Nazionale del Lavoro. no. 20, pp. 258-267, 1967.
- [9] V. Tanzi, "The Impact of Macroeconomic Policies on the Level of Taxation and the Fiscal Balance in Developing Countries," Staff Papers - International Monetary Fund, no. 36, pp. 633-656, 1989.
- [10] D. Ghura, "Tax Revenue in Sub Saharan Africa: Effects of Economic Policies and Corruption," International Monetary Fund Working Paper, no. 98/135, 1998.
- [11] A. S. Gupta, "Determinants of tax revenue efforts in developing countries," International Monetary Fund Working Paper, no. 07/184, 2007.